

octroyées par les gens d'Yldiz. « On s'aperçoit vite qu'aucune intention sérieuse n'est dans l'esprit du gouvernement », écrit M. Bapst (1). Et M. Steeg :

On considère généralement ici (à Salonique) que ce document, rempli, en grande partie, par la confuse répétition d'extraits de la législation en vigueur, ne contient en fait de dispositions nouvelles que des mesures insignifiantes ou plus nuisibles qu'utiles. Je ne fais que traduire l'opinion générale en la résumant comme suit : les nouvelles « réformes » consistent dans la multiplication de rouages coûteux et irresponsables ; il semble qu'on ait voulu organiser, non le progrès, mais la résistance (2).

Cela indiqué, examinons le programme de réformes austro-russe, accepté par le Sultan.

Ces réformes, comme toutes celles applicables à la Macédoine, sont de deux sortes :

1° Les réformes proprement dites ;

2° Celles qui concernent le gouvernement de la Macédoine, c'est-à-dire le rouage d'exécution, la condition de réalisation de toutes les autres réformes.

Première catégorie de réformes.

Elles concernent les finances et les impôts, la gendarmerie et les gardes champêtres (3).

(1) *Livre jaune* de 1902, p. 36.

(2) *Ibid.*, p. 49.

(3) De plus, tous les condamnés ou accusés pour faits politiques et tous les émigrés devaient être amnistiés.